

7^{ème} édition REMTP

Quelles réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques dans la zone UEMOA ?

BURKINA FASO

#REMTP2025

PLAN

1

BREF APERÇU DU PAYS

2

SITUATION ÉCONOMIQUE RECENTE

3

**RÉFORMES POUR CONSOLIDER LA CROISSANCE ET PRÉSERVER
LA VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES**

4

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2023-2025)

5

STRATÉGIE D'ENDETTEMENT 2024-2026

6

PLAN DE FINANCEMENT 2025

1

BREF APERÇU DU PAYS

Le Burkina Faso est un pays membre de l'UEMOA dont il en assure la continuité territoriale. D'une superficie de 274 200 km², le pays est limité au nord et à l'ouest par le Mali, au nord-est par le Niger, au sud-est par le Bénin et au sud par le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. La population du Burkina Faso est estimée à environ 21,9 millions d'habitants en 2024 avec une croissance démographique de 2,93%. La population est jeune et en pleine expansion.

Qualité des institutions:

Note CPIA: 3,4 en 2023, supérieure à la moyenne IDA en ASS;

Notation financière:

- Note de WARA sur la période 2018-2022: « **BBB-**» pour le long terme et « **w-4** » pour le court terme et avec une perspective stable (**BBB-/Stable/w-4**) → qualité de crédit moyenne
- En monnaie locale en 2023: « **BBB-**» (BLOOMFIELD INVESTMENT);
- En devise: CCC+/Stable/C en 2024 (S&P Global Ratings) :

Niveau de développement :

- IDH: 185^{ème} rang sur 193 pays ;
- MO Ibrahim: 51.0 en 2023;
- Indice de perception de la corruption (IPC) : score → 41/100, rang → 83/180, en baisse depuis 2022;
- PIB/Hbt en 2024 : 585 324 F CFA/hbt/an soit 968,1 \$/hbt/an, en progression de plus de 6,5% par rapport à 2023.

2

SITUATION ÉCONOMIQUE RECENTE

2024 : L'activité économique en 2024 se déroule dans un contexte international marqué par la crise russo-ukrainienne et au moyen orient, les tensions géostratégiques et la situation socio-politique de la sous-région Ouest Africaine notamment l'encrage de la Confédération « Alliance des États du Sahel (AES) »

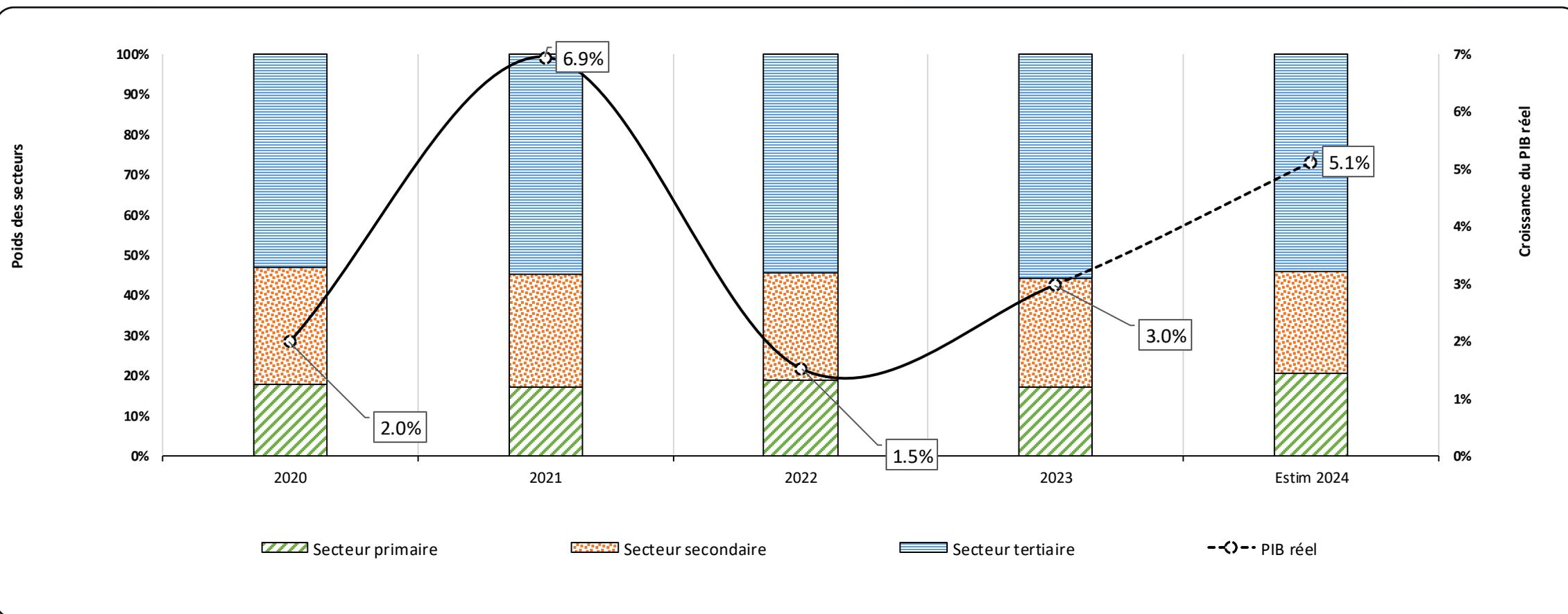
Contexte national caractérisé par la dynamique de reconquête du territoire malgré la persistance des attaques terroristes.

Marqué également par une transition politique et une campagne agro-sylvo-pastorale jugée favorable.

2

SITUATION ÉCONOMIQUE RECENTE

Accélération du rythme de l'activité économique en 2024



2

SITUATION ÉCONOMIQUE RECENTE

Economie résiliente malgré le contexte défavorable

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024 (est.)
Capacité ou besoin de financement rapporté au PIB nominal	-5,2	-7,8	-10,8	-6,7	-5,0
Taux d'inflation annuel moyen	1,9	3,9	14,1	0,7	4,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal	46,8	54,9	56,7	55,6	60,0
Ratio masse salariale sur recettes fiscales	65,0	56,1	46,0	43,8	40,8
Taux de pression fiscale	13,4	15,4	17,2	17,8	19,2
Solde des transactions courantes sur le PIB nominal	2,6	0,4	-7,4	-4,9	-1,8

3

RÉFORMES POUR CONSOLIDER LA CROISSANCE ET PRÉSERVER LA VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

❖ **Ambition du Gouvernement au plan économique:** transformer structurellement l'économie burkinabè pour une croissance forte, inclusive et durable. L'**opérationnalisation de l'approche de développement à travers le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2024-2026.**

Les actions de relance économique sont concentrées pour l'essentiel dans le Pilier 3 « **refonder l'Etat et améliorer la gouvernance** » en sus de celles engagées pour créer un écosystème favorable à cette relance notamment :

- La sécurisation du territoire et des investissements;
- La poursuite des objectifs de développement du capital humain à travers la formation et la professionnalisation pour une main d'œuvre adaptée au besoin de l'économie ;
- L'attrait de l'investissement privé à travers les réformes engagées pour faciliter l'environnement des affaires.

3

RÉFORMES POUR CONSOLIDER LA CROISSANCE ET PRÉSERVER LA VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

En matière de finances publiques:

- renforcement des systèmes d'information avec la digitalisation, téléprocédures: la numérisation des parcelles, l'identification de propriétaires, l'évaluation cadastrale ainsi que les mesures de faveur en vue de l'optimisation des recettes fiscales liées au foncier et de garantir les droits de propriétés pour des investissements surs
- Révision du code minier et adoption de la loi sur le contenu local;

En matière d'énergie:

- L'introduction de l'énergie atomique à des fins pacifiques;
- Politique d'interconnexion avec les pays voisins ;

En matière de production nationale

- 2ème phase de l'offensive agropastorale et halieutique pour la sécurité alimentaire et la maîtrise de l'inflation
- Révision du code minier et adoption de la loi sur le contenu local;

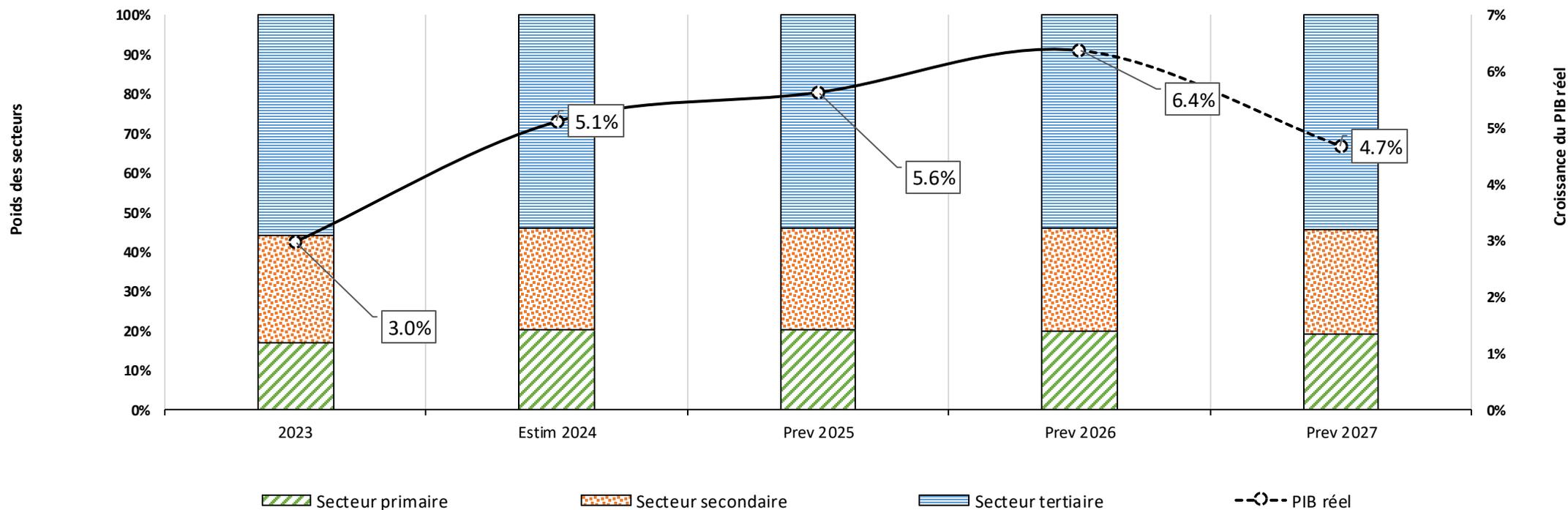
En matière de d'infrastructures routières:

- Mise en place d'une brigade pour accélérer la mise en place des projets routiers de qualité pour le désenclavement des villes du pays et rationaliser les charges

4

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2025-2027)

Bonne orientation de l'économie sur les trois prochaines années avec une performance attendue pour l'ensemble des secteurs



4

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2025-2027)

Consolidation budgétaire et maîtrise de l'inflation à moyen terme

Variables (%)	2023	2024	2025	2026	2027
	Est.	Prev.	Proj.	Proj.	Proj.
Capacité ou besoin de financement/PIB nominal	-6,7	-5,0	-3,2	-1,6	-0,5
Taux d'inflation annuelle	0,7	4,2	1,2	1,9	1,4
Ratio dette publique/PIB nominal	55,6	60,0	66,2	62,5	63,7
Ratio masse salariale sur les recettes fiscales	43,8	40,8	41,8	39,7	37,5
Taux de pression fiscale	17,8	19,2	18,5	18,9	19,5
Solde des transactions courantes sur le PIB nominal	-4,9	-1,4	-0,2	1,4	1,0

5

STRATÉGIE D'ENDETTEMENT 2025-2027

Les principaux axes de cette stratégie se résument comme suit:

- **maintenir le recours aux ressources concessionnelles** pour le financement des besoins de l'économie. Les financements extérieurs libellés en euro seront privilégiés au regard du risque de change peu élevé qu'ils présentent ;
- **recourir à des emprunts de ressources extérieures non concessionnelles libellées en euro** qui seront consacrées au refinancement de la partie courte de la dette intérieure et aux investissements déclinés dans le PA-SD ;
- **contribuer au développement du marché financier régional** par des interventions régulières.

6

BESOIN DE FINANCEMENT 2025

Le Besoin de financement pour l'année 2025 est estimé à 1 627,86 milliards de FCFA, soit 11,9% du PIB et se décompose comme suit:

- **Déficit primaire : 220,13 milliards de FCFA ;**
- **Charge financière de la dette : 343,95 milliards FCFA**
- **Amortissement de la dette : 1 063,78 milliards de FCFA.**

6

PLAN DE FINANCEMENT 2025

- 442,86 milliards de FCFA de financements extérieurs

-1 185 milliards de FCFA à mobiliser sur le marché des titres publics par des émissions réparties comme suit :

BONS	Montant en milliards de FCFA
BAT_3M	20
BAT_6M	30
BAT_1A	250
Total	300

OBLIGATIONS	Montant en milliards de FCFA
OAT_3A_IF	290
OAT_5A_IF	290
OAT_7A_IF	305
Total	885

MERCI

#REMTP2025

